

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 609 31 mars 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

**LE LUNDI 30 MARS EST LE FETE DU BIENHEUREUX
AMEDEE DE SAVOIE. II FAIT PARTIE DES TRES NOMBREUX
ROIS OU PRINCES QUI ONT SU FAIRE PREUVE DE
GRANDES VERTUS TOUT EN ACCOMPLISSANT LEUR
MISSION DE HAUTS DIRIGEANTS.**

EDITO

ENRICHISSEMENT PERSONNEL

L'enrichissement personnel des hommes de l'État, ceux que j'appelle les « hifis », continue comme une marée noire. Monsieur Bertrand Delanoë, maire de Paris, n'avait que 33 adjoints. Il vient d'en nommer quatre supplémentaires ce qui veut dire qu'il y a désormais 37 adjoints.

La richesse personnelle des adjoints à la mairie de Paris est célèbre dans le monde entier.

Voici un autre exemple d'enrichissement personnel qui nous est offert par l'actualité. C'est Monsieur Michel Rocard qui vient d'être nommé « ambassadeur de France chargé des négociations internationales relatives aux pôles arctiques et antarctiques ». La création de faux ambassadeurs est une mode très répandue pour favoriser les camarades. Pendant ce temps-là, les dirigeants du Quai d'Orsay ont beaucoup de mal à boucler le budget de cette administration. Il est évident qu'il y avait nul besoin de cette fonction créée exprès pour satisfaire le camarade Rocard alors que le quai d'Orsay fourmille de personnes capables de s'occuper des problèmes s'il y en a.

En outre, le nouveau fromager va forcément par ses interventions nuire à la clarté des négociations éventuelles.

Ce Monsieur aura forcément besoin d'une kyrielle de collaborateurs ; gageons qu'il ne va pas s'installer sous une tente aux pôles mais qu'il se mettra bien au chaud dans un bel appartement ou même un hôtel particulier, ce qui serait conforme à sa nouvelle dignité.

Il est impossible de connaître le nombre de chômeurs qu'il crée ainsi, cela d'autant plus qu'en qualité d'ancien premier ministre il jouit déjà d'un statut de satrape vénitien.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

IMPOTS LOCAUX

Les impôts locaux vont littéralement exploser en 2009 et cela vient en fait de la malhonnêteté des maires et autres responsables des collectivités territoriales.

Il y eut dans les périodes récentes trois années d'élections locales : 1995, 2001 et 2008. Dans tous les cas, les impôts ont été sages pendant l'année électorale et, dès après l'année électorale les impôts ont explosé de façon dramatique.

C'est ainsi qu'en 2008 la fiscalité locale avait augmenté de 0,8 %. En 2009 elle va augmenter de 3,5 %. Ces pourcentages sont des moyennes ; à Paris l'augmentation sera de 9%.

LA CRISE IMMOBILIERE

La crise immobilière est due exclusivement à l'action négative des pouvoirs publics contre les propriétaires bailleurs, ce qui détruit tout le dynamisme du marché de la location.

C'est ainsi que maintenant les pouvoirs publics prétendent courir à l'aide des propriétaires les moins favorisés. On reconnaît l'esprit d'égalité qui est lui-même destructeur.

L'agence nationale de l'habitat est chargée, dans le cadre du plan de relance de l'économie, d'accorder des subventions sous condition de ressources aux propriétaires souhaitant engager des travaux de rénovation thermique dans un habitat dégradé, faute de moyens pour l'entretenir.

Nous vous ferons grâce de la cascade de complications inventées pour bénéficier de cette nouvelle allocation.

On rencontre d'ailleurs dans la définition donnée ci-dessus le choc de plusieurs chimères : plan de relance, écologie, et égalité.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et n'engagent pas notre responsabilité)

RAPPORT BALLADUR

Bonjour. A vous lire, je crois que vous n'avez pas bien lu le rapport ou, tout au moins, n'en avez pas bien extrait la quintessence. Je ne vous dis pas cela pour défendre Balladur qui est un jacobin, franchouillard comme tous les autres, mais ce rapport a le premier mérite d'exister et d'avoir mis au jour les problèmes savamment occultés par les "politiques" en général, les médias tous plus courtisans et abrutis les uns que les autres, et de façon générale l'opinion publique formée par les mêmes. Quant à l'avenir du rapport, je crois hélas que vous avez raison ; il ira rejoindre ses nombreux homologues dans les tiroirs prévus à cet effet.

Il reste maintenant à ceux qui auront eu le courage de le lire en entier de s'en servir à tout bout de champ pour enfoncer les portes qu'il entrouvre et, à ce propos, les conclusions de votre « flash » sont bonnes mais trop partielles. Le principe d'une bonne décentralisation des pouvoirs et des moyens est de partir de la base qui confie à un niveau supérieur une partie des compétences naturelles qu'elle possède et qu'elle ne se sent plus capable d'exercer du fait de la complexité du monde moderne. Quitte à ce premier niveau supérieur d'en faire autant pour confier alors quelques rares compétences de niveau international ou mondial à une autre entité. Cela, les Français, leur éducation nationale charlemanesque, leurs journaux puérils, leur Histoire falsifiée, guignolesque et nombriliste, leur information prémâchée, prédigérée, ... ne sont pas prêts à le comprendre. Il faut donc le leur expliquer, sauf, bien entendu, si l'on considère que c'est perdre son temps, comme ce brave Don Quichotte. Bien amicalement.

Paul Chérel

GREVES

Entre la métropole et les colonies, on se croirait dans un monde de fous.... il n'y a plus de pilote pour le Titanic de la pensée ou plutôt une pléthore d'incapables rapaces cherche à se saisir de la barre

Les seules voix sensées semblent être le conseiller si mal écouté Monsieur Guaino, le premier ministre, la présidente du MEDEF.....Sarkozy remettant en selle la gauche syndicale, autrement les tenants de la destruction massive de notre nation.....il n'y a plus d'État de droit, Sarkozy ballotté de toutes parts car sans culture ne navigue même pas à vue.....

L'État continue à promettre des milliards sans dire d'où ils viendront...comment ils seront remboursés.....etc....

La démocratie est confisquée, la devise de la république n'est qu'un trio de mots dénués de toute mise en application sauf au bénéfice des coquins....

Surréaliste !

Christian Pène

ILE MAURICE

Michel de Poncins semble très mal informé des réalités sociales, économiques et culturelles des Antilles. Son analyse a minima est affligeante. Il est urgent qu'il fasse un effort substantiel afin de réduire son déficit de connaissance.

Désolant à lire, et ses lacunes étonnantes justifieraient à défaut d'un séjour aux Antilles-Guyane l'adresse de documentations.

Marcel URSULET

NDRL : Si l'on relit le flash en question sur l'île Maurice, il n'y a rien à changer.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 30 MARS 2009

MORALISER LE CAPITALISME

Les journaux et les médias sont pleins dans tous les pays de la prétention abusive des politiques de vouloir moraliser le capitalisme.

D'abord les faits.

Nous ne citerons ni les chiffres ni les firmes : il faudrait des pages entières pour énumérer ce qui se lit dans la presse. Nous constatons l'emploi de termes techniques que le public ne comprend pas forcément : bonus, parachutes dorés, stock-options, primes de départ, retraites-chapeaux, etc. Tous ces termes font allusion à des contrats extrêmement compliqués et parfois incertains dans leurs effets. Exemple : des stock-options n'ont de la valeur que, si le jour de l'exercice du droit à souscrire les actions celles-ci ont elles-mêmes de la valeur ; de ce fait beaucoup de stock-options contractées il y a quelques années n'ont plus aucune valeur aujourd'hui.

L'opinion est choquée de ce que certains dirigeants reçoivent des rémunérations importantes alors que leur firme perd beaucoup d'argent. Un autre scandale apparent se produit lorsque ces rémunérations sont données alors que la société ferme ses usines en délocalisant. Un autre sujet de colère se produit lorsque ces avantages se trouvent accordés dans des paradis fiscaux.

Nous ne nions pas qu'il y ait des situations tout à fait inadmissibles. Mais nous remarquons que le capitalisme a justement comme avantage de s'auto-réguler lui-même ; d'ailleurs, précisément, certains dirigeants renoncent aujourd'hui volontairement à des avantages auxquels, cependant, ils ont droit sur un plan contractuel.

Dans cette situation évolutive beaucoup de politiques dans le monde entier prétendent moraliser le capitalisme. C'est parfaitement inacceptable car ces politiques n'ont ni le droit, ni la compétence ni la légitimité pour faire la morale.

D'abord voyons les rémunérations. Le vrai scandale et surtout en France se trouve dans les gains fabuleux du monde politique et de son entourage ; les économistes, les vrais et non pas les économistes salariés de l'État, savent que le total des avantages formels et informels prélevés abusivement par les prédateurs politiques représentent plus de 5 % du PIB, ce qui explique d'une façon notable la paupérisation du pays.

Ensuite les délocalisations. Il y a des délocalisations absolument nécessaires et qui résultent du partage du travail entre les pays selon leurs capacités. Mais l'essentiel des délocalisations est du aux prélèvements fiscaux et sociaux absolument intolérables que les pouvoirs publics imposent à l'économie et ceci pour leur bon plaisir ou leur richesse personnelle.

Paradis fiscaux ? Certes, il y a des problèmes : lequel des politiques, cependant, parle de l'enfer fiscal qu'il crée lui-même précisément pour les prélèvements torrentiels déjà signalés ?

En fait, la véritable guerre déclarée par les politiques contre les avantages des patrons est le reflet de la guerre déclarée au capitalisme par les pouvoirs publics dans le monde entier. En témoignent les analyses sur les causes de la crise. Les événements que nous connaissons viennent très directement d'interventions abusives notamment de l'État américain dans le fonctionnement de l'économie. Si des financiers ont dérapé c'est à cause de ces interventions et de la création de monnaie excessive par les gouvernements du monde entier. Pour se dédouaner et en même temps pour lancer de nouvelles interventions de l'État, il est facile pour les politiques de tous pays d'accuser le capitalisme.

L'intervention des Etats dans la rémunération des dirigeants est aussi le pendant de l'intervention des Etats dans les autres rémunérations : voir le Smic en France. Rappelons ce que la presse française ne dit pas : l'Allemagne, malgré certaines difficultés récentes s'en tire bien mieux que la France et elle n'a pas de Smic ; il en est de même de la Suisse. Or les Etats n'ont aucune compétence pour décider quoi que ce soit dans le domaine des salaires.

Venons-en à la morale. Quand on prétend faire la morale il faut soi-même être au-dessus de tout soupçon.

L'enrichissement personnel scandaleux des prédateurs publics rappelé plus haut échappe largement aux impôts et charges dont ils frappent les autres : l'immoralité est totale.

Rappelons qu'aux États-Unis le nouveau président traîne derrière lui une foule de personnages avec des batteries de casseroles. Dans d'autres pays, le nombre de politiques condamnés par les tribunaux pour des malversations diverses fait l'objet de statistiques ahurissantes.

Notons aussi que dans tous les pays prétendus démocratiques du monde les élections sont trafiquées d'une façon incroyable allant du choix des candidats par les titulaires du pouvoir jusqu'au bourrage des urnes en passant par la distribution d'argent public aux candidats « agréés ».

Parachutes : les parachutes des politiques et de leur entourage sont en or massif et offerts avec de l'argent prélevés par la force sur les contribuables. En France, le gouvernement vient de créer, ex nihilo, un poste d'ambassadeur pour favoriser un de ses camarades ; personne n'a besoin de ce nouveau poste qui va créer le désordre dans toutes les affaires étrangères avec bien entendu un certain nombre de chômeurs en plus suite aux dépenses extravagantes que le nouvel ambassadeur va occasionner.

Devant cette situation, Madame Parisot qui représente une partie appréciable du patronat proteste mais avec une modération étonnante ; or la crise lui ouvrait une possibilité unique de dire la vérité aux français. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a complicité objective entre le grand patronat et les politiques de toutes tendances ; les dirigeants du CAC 40 sont pour une large part issus du fonctionnariat et sont en quelque sorte des oligarques à la française. Les vrais patrons, de leur côté, ne sont guère représentés par le Medef.

C'est pour toutes ces raisons, qu'il est légitime de dire que les politiques n'ont ni le droit, ni la compétence, ni la légitimité de s'occuper des salaires des patrons.

Il est évident que le capitalisme a des défauts mais, comme indiqué plus haut, l'une de ses qualités est la capacité à se réformer lui-même. En revanche, le système étatique ou dirigiste n'a aucune possibilité de se réformer et continue à se reproduire sur lui-même par la cooptation au détriment de la richesse nationale.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur **LE PILORI**

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

DSK :

Selon Désinformation Hebdo, DSK demande aux pays aidés par le FMI de diminuer le nombre des fonctionnaires, alors que le même DSK est toujours porté par le désir de devenir un jour Président de la République sous une bannière de gauche avec donc augmentation des fonctionnaires.

ALAIN JUPPE :

Ce pape commence à poser un vrai problème.

NDLR :

La déclaration est ahurissante. Est-ce une stratégie pour se propulser quelque part : il aurait, à cette fin, donné un signal aux « loups » qui hurlent contre le Pape !

REVUE DE PRESSE

LE PACTOLE DES COMMISSAIRES EUROPEENS

Selon les recherches de [Open Europe](#), les commissaires européens qui vont quitter leurs fonctions cette année recevront chacun plus d'1 million d'euros en pensions et en indemnités de prétendue «transition» et «réinstallation».

On ne sait pas encore exactement combien de commissaires partiront, mais on estime le nombre à une vingtaine. Ces vingt-là recevront un total de 24,5 millions d'euros.

En octobre dernier, Peter Mandelson a quitté la Commission européenne avec 1 million de livres (1,068 million d'euros). Certains recevront plus encore. Margot Wallström, commissaire à la propagande, recevra 1,9 million d'euros si elle quitte la Commission.

Catherine Ashton, qui a remplacé Peter Mandelson, et qui aura été commissaire moins d'un an, bénéficiera d'une pension de 9.600 livres par an, plus trois ans de "transition", à hauteur de plus de 89.000 livres (95.000 euros) par an. En plus de cela, elle recevra une allocation de "réinstallation" de 18.700 livres (près de 20.000 euros).

Tout cela s'ajoute aux salaires et avantages auxquels les commissaires ont droit au cours de leur durée de service.

Les commissaires perçoivent un salaire de base d'au moins 235.000 euros par an. Le président de la Commission José Manuel Barroso reçoit un salaire annuel de 300.000 euros. Soit l'équivalent de ce que touche le président des Etats-Unis (400.000 dollars).

A cela s'ajoute une foule d'autres avantages, qui comprennent des indemnités de résidence (15 % du salaire), et des « indemnités de divertissement »...

Au total, les 27 commissaires européens ont coûté au contribuable 75 millions d'euros ces cinq dernières années (sans compter les allocations familiales et les « indemnités journalières »).

« Les contribuables de toute l'Europe, dont les pensions ont été englouties dans la récession, se demanderont à juste raison pourquoi ils doivent payer une telle énorme facture pour une poignée de fonctionnaires éloignés pour lesquels ils n'ont jamais voté, commente l'analyste d'Open Europe Sarah Gaskell. C'est le monde à l'envers quand un fonctionnaire de l'UE non élu gagne le même salaire que le président démocratiquement élu des États-Unis. »

LES BONUS D'AIG

Monsieur Barack Hussein Obama se déclare fou de colère parce que AIG la plus grande firme d'assurance du monde reçu des aides d'Etat pour éviter sa faillite et qu'en même temps les dirigeants fautifs se versent des bonus.

Fort bien.

La vraie question, la voici : il a signé le chèque avant de poser ses conditions ; cela lui était pourtant facile, puisqu'il savait l'assureur, d'exiger l'absence de bonus.

La corruption habituelle à Washington a-t-elle joué ? La question est pendante et nous attendons la réponse.

Devant le scandale, il semble qu'il va essayer de récupérer l'argent par la voie fiscale ; cela pose bien des problèmes aux USA où le pouvoir ne peut pas faire n'importe quoi comme en France.

BREVES ET LONGUES

LA FONTE DES GLACES

Nul ne sait s'il y a réellement un réchauffement climatique de la planète. En revanche il semble bien que les glaces de l'Arctique fondent, la calotte polaire se rétrécissant. Cela comporte des effets très positifs, car, par le passage du grand nord, l'ouverture éventuelle de nouvelles routes maritimes diminuerait de 40% la distance entre l'Europe et l'Extrême-orient.

En outre cela rendra exploitables d'immenses ressources énergétiques.

Ces régions comportent 20 % des ressources mondiales de pétrole inexploitées.

Un bon signe est que ces évolutions aiguissent les appétits des cinq nations en cause : Russie, Etats-Unis, Canada, Norvège et Danemark.

SONDAGE TRAFIQUÉ

Le journal le Figaro nous a offert récemment un bel exemple de sondage trafiqué. Il a appelé ses lecteurs à voter sur Internet pour savoir s'ils approuvaient ou non la position du pape sur le préservatif. Le résultat évidemment suivant le souhait du journal a été en majorité pour la non approbation : 70 %. Mais en fait le sondage était trafiqué car brusquement pendant le cours de l'opération les « oui » ont augmenté jusqu'à 30 %.

A partir de ce moment-là on n'a pas pu voter.

Il y a eu donc des consignes d'en haut.

DISCRIMINATION

Luc Besson est le nouveau ministre de l'identité nationale, ministre dont personne n'a besoin réellement en France. Il vient de créer une nouvelle allocation intitulée : « parcours de réussite professionnelle (PARP)».

Bien sûr, comme toute allocation elle va contribuer à étendre l'effet de ruine en France. Le plus grave est qu'elle est destinée à aider les étudiants étrangers supposés méritants : c'est donc un cas flagrant de discrimination contre les Français. Comme tout dispositif étatique elle se met en place dans un nuage de complications. Son montant peut atteindre 4800 € par an pour une année universitaire.

LA FUITE A VARENNES

De temps en temps la pensée unique totalitaire (P.U.T.) s'endort quelque peu et laisse passer de bons petits films à la télévision. Récemment un tel film est passé sur la fuite de Louis XVI à Varennes. D'une façon surprenante les révolutionnaires n'y sont pas à l'honneur et le roi Louis XVI est présenté sous un jour tout à fait inhabituel ; les connaisseurs savent qu'il est pas du tout le benêt que l'on présente mais le public ne le savait pas forcément ; c'était de fait un très grand roi et malheureusement il a raté certaines occasions comme d'ailleurs celle de la fuite à Varennes qui aurait pu réussir.

PREVENTION DU SIDA

Monseigneur André Fort, Evêque d'Orléans, vient d'approuver publiquement la position du Pape sur la prévention du Sida. Bien sûr les loups ont commencé à rugir.

La vérité sur cette prévention du sida a été formulée récemment par les déclarations du directeur du projet de recherche sur la prévention du sida à la célèbre université de Harvard aux Etats-Unis, Edward C. Green. Le journal Présent écrit qu'il a déclaré : « le Pape a raison. Ou pour répondre plus précisément : les meilleures données dont nous disposons confirme les propos du Pape »

Il a aussi ajouté : « il existe une relation systématique entre l'accès facilité aux préservatifs et leur usage plus fréquent et des taux d'infection par le virus du sida plus élevés et non plus faibles. »

Et encore : « les solutions avant tout médicales financées par les plus grands donateurs n'ont eu que peu d'impact en Afrique, le continent le plus durement touché par le sida. Au contraire, des programmes relativement simples, peu onéreux, visant à changer les comportements, en mettant l'accent sur la progression de la monogamie et sur le recul des premières relations sexuelles chez les jeunes, ont permis les plus grandes avancées dans la lutte contre le sida et la prévention de son extension »

La confirmation existe dans les rares pays où l'on applique cette dernière formule, comme par exemple, sauf erreur, l'Ouganda, où l'épidémie a fortement reculé.

Voir dans le documents plus loin une statistique intéressante de l'OMS, organisme qui, pourtant, est très agrégé à la propagande des pouvoirs mondialistes.

LA RICHESSE DES CHEMINOTS

Nous avons souvent dit le mal qu'il fallait penser de la grève permanente des cheminots qui rend la vie impossible à peut-être 10 à 15 millions de Français. Nous avons dit en particulier que les grèves récentes étaient des grèves de riches.

La presse a laissé filtrer des informations intéressantes. Un cheminot jusqu'à présent ne payait que 1,50 € pour un billet de TGV en période creuse. À la SNCF on appelle cela : « les facilités de circulation ».

Ce prix symbolique doit être revu bientôt à la hausse. Le billet de TGV à savoir 1,50 € en période creuse devrait ainsi passer à cinq euros en seconde classe, tandis que le billet à 8,40 € en période de pointe devrait passer à 15 €.

L'avantage consenti antérieurement était tellement considérable que la SNCF a constaté que des TGV complets étaient occupés à hauteur de 7 % par des cheminots. Nous avons dit souvent que les services publics finissaient par tourner uniquement en faveur de leur personnel : si l'on n'arrête pas l'opération les TGV seront remplis uniquement de cheminots !

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

SIDA

Evolution du sida en Afrique en 10 ans, de 1991 à 2001, en fonction de la religion majoritaire du pays (selon l'OMS), et donc, répartition des pays selon les méthodes de lutte préconisées contre la progression de la maladie (Animistes : préservatif seul, Protestants et Musulmans : préservatif, abstinence parfois prônée ; Catholiques : prise en charge globale, éducative, morale, etc., notamment abstinence prônée avant le mariage et fidélité après... et condamnation du préservatif comme panacée pour stopper le fléau).

1/ Pays classés suivant l'incidence de l'épidémie :

Pays	Religion majoritaire	1991	2001	Progression
GUINEE EQUATORIALE	CATHOLIQUE	0,34 %	3,40 %	+ 3,66 %
GABON	CATHOLIQUE	1,86 %	3,63 %	+ 1,74 %
R D CONGO	CATHOLIQUE	4,57 %	4,90 %	+ 0,33 %
OUGANDA	CATHOLIQUE	12,87 %	5,00 %	- 7,87 %
ANGOLA	CATHOLIQUE	1,10 %	5,50 %	+ 4,40 %
CONGO	CATHOLIQUE	6,39 %	7,20 %	+ 0,81 %
TANZANIE	CATHOLIQUE	4,16 %	7,80 %	+ 3,64 %
BURUNDI	CATHOLIQUE	9,86 %	8,30 %	- 1,56 %
RWANDA	CATHOLIQUE	7,36 %	8,90 %	+ 1,54 %
Barre des 10 % de malades en 2001 :				
les seuls pays qui ont – de 10 % de malades, sont tous les pays majoritairement catholiques !				
CAMEROUN	ANIMISTE	1,34 %	11,80 %	+ 10,46 %
CENTRAFRIQUE	ANIMISTE	6,18 %	12,90 %	+ 6,72 %

MOZAMBIQUE	ANIMISTE	1,00 %	13,00 %	+ 12,00 %
KEYNIA	PROTESTANT	4,49 %	15,00 %	+ 10,51 %
MALAWI	PROTESTANT	7,74 %	15,00 %	+ 7,26 %
AFRIQUE DU SUD	PROTESTANT	0,81 %	20,10 %	+ 19,29 %
ZAMBIE	MUSULMAN	13,47 %	21,50 %	+ 8,03 %
NAMIBIE	PROTESTANT	1,62 %	22,50 %	+ 20,88 %
LESOTHO	PROTESTANT	0,35 %	31,00 %	+ 30,65 %
SWAZILAND	ANIMISTE	5,12 %	33,40 %	+ 31,27 %
ZIMBABWE	ANIMISTE	13,25 %	33,70 %	+ 20,45 %
BOTHSWANA	ANIMISTE	5,13 %	38,80 %	+ 33,67 %

2/ Pays classés suivant l'indice de progression de la maladie :

Pays	Religion majoritaire	1991	2001	Progression
OUGANDA	CATHOLIQUE	12,87 %	5,00 %	- 7,87 %
BURUNDI	CATHOLIQUE	9,86 %	8,30 %	- 1,56 %
R D CONGO	CATHOLIQUE	4,57 %	4,90 %	+ 0,33 %
CONGO	CATHOLIQUE	6,39 %	7,20 %	+ 0,81 %
RWANDA	CATHOLIQUE	7,36 %	8,90 %	+ 1,54 %
GABON	CATHOLIQUE	1,86 %	3,63 %	+ 1,74 %
TANZANIE	CATHOLIQUE	4,16 %	7,80 %	+ 3,64 %
GUINEE EQUATORIALE	CATHOLIQUE	0,34 %	3,40 %	+ 3,66 %
ANGOLA	CATHOLIQUE	1,10 %	5,50 %	+ 4,40 %
Barre des 5 % de progression de la maladie en 10 ans :				
les seuls pays qui ont – de 5 % de progression, sont tous les pays majoritairement catholiques !				
CENTRAFRIQUE	ANIMISTE	6,18 %	12,90 %	+ 6,72 %
MALAWI	PROTESTANT	7,74 %	15,00 %	+ 7,26 %
ZAMBIE	MUSULMAN	13,47 %	21,50 %	+ 8,03 %
CAMEROUN	ANIMISTE	1,34 %	11,80 %	+ 10,46 %
KEYNIA	PROTESTANT	4,49 %	15,00 %	+ 10,51 %
MOZAMBIQUE	ANIMISTE	1,00 %	13,00 %	+ 12,00 %
AFRIQUE DU SUD	PROTESTANT	0,81 %	20,10 %	+ 19,29 %
ZIMBABWE	ANIMISTE	13,25 %	33,70 %	+ 20,45 %
NAMIBIE	PROTESTANT	1,62 %	22,50 %	+ 20,88 %
LESOTHO	PROTESTANT	0,35 %	31,00 %	+ 30,65 %
SWAZILAND	ANIMISTE	5,12 %	33,40 %	+ 31,27 %
BOTHSWANA	ANIMISTE	5,13 %	38,80 %	+ 33,67 %

CQFD

UNE GENTILLE FABLE SUR LES IMPOTS

Les impôts expliqués par un Prof...

Le principe des impôts semble pouvoir s'expliquer par une logique assez simple. Mais beaucoup pourtant ne le saisissent toujours pas.

Comme c'est la saison des taxes, laissez-moi vous expliquer en des termes simples que tout le monde peut comprendre.

Imaginons que tous les jours, 10 amis se retrouvent pour boire une bière et que l'addition totale se monte à 100 euros. (Normalement, cela ferait 10 euros par personne).

Mais nos 10 amis décidèrent de payer cette facture selon une répartition qui s'inspire du calcul de l'impôt sur le revenu, ce qui donna ceci :

- les 4 premiers (les plus pauvres) ne paieraient rien.**
- le cinquième paierait 1 euro,**
- le sixième paierait 3 euros,**
- le septième paierait 7 euros,**
- le huitième paierait 12 euros,**
- le neuvième paierait 18 euros,**
- le dernier (le plus riche) devrait payer 59 euros.**

Les 10 hommes se retrouvèrent chaque jour pour boire leur bière et semblaient assez contents de leur arrangement. Jusqu'au jour où le tenancier les plaça devant un dilemme :

" Comme vous êtes de bons clients ", dit-il, j'ai décidé de vous faire une remise de 20 euros sur la facture totale. Vous ne paierez donc désormais vos 10 bières que 80 euros.

Le groupe décida de continuer à payer la nouvelle somme de la même façon qu'ils auraient payé leurs taxes. Les premiers continuèrent à boire gratuitement. Mais comment les 6 autres, (les clients payants), allaient diviser les 20 euros de remise de façon équitable ? Ils réalisèrent que 20 euros divisés par 6

faisaient 3,33 euros.

Mais s'ils soustrayaient cette somme de leur partage, alors le 5ème et 6ème homme devraient être payés pour boire leur bière.

Le tenancier du bar suggéra qu'il serait plus équitable de réduire l'addition de chacun d'un pourcentage du même ordre, il fit donc les calculs.

Ce qui donna ceci :

- le 5ème homme, comme les 4 premiers ne paya plus rien. (un pauvre de plus ?)
- le 6ème paya 2 euros au lieu de 3 (33% de réduction)
- le 7ème paya 5 euros au lieu de 7 (28% de réduction)
- le 8ème paya 9 euros au lieu de 12 (25% de réduction)
- le 9ème paya 14 euros au lieu de 18 (22% de réduction)
- le 10ème paya 50 euros au lieu de 59 euros (16% de réduction)

Chacun des six paya moins qu'avant et les 4 premiers continuèrent à boire gratuitement.

Mais une fois hors du bar, chacun compara son économie :

< j'ai seulement eu 1 euro sur les 20 euros de remise > , dit le 6ème,
il désigna le 10ème < lui, il a eu 9 euros >

< Ouais ! dit le 5ème, j'ai seulement eu 1 euro d'économie >
C'est vrai s'exclama le 7ème, < pourquoi aurait-il 9 euros alors que je n'en ai eu que 2 ? Le plus riche a eu le plus gros de la réduction >

< Attendez une minute > cria le 1er homme, < nous quatre n'avons rien eu du tout, nous ! Le système exploite les pauvres >

Les 9 hommes cernèrent le 10ème et l'insultèrent.
Le jour suivant, le 10ème homme (le plus riche) ne vint pas.
Les 9 autres s'assirent et burent leur bière sans lui. Mais quand vint le moment de payer leur note, ils découvrirent quelque chose d'important :
ils n'avaient pas assez d'argent pour payer ne serait-ce que la moitié de l'addition.

Et cela est le strict reflet de notre système d'imposition.

Les gens qui payent le plus de taxes tirent le plus de bénéfice d'une réduction de taxe.

Taxe les plus forts, accusez-les d'être riches et ils risquent de ne plus se montrer désormais.

En fait ils pourraient commencer à aller boire à l'étranger...

Pour ceux qui ont compris, aucune explication n'est nécessaire.

Pour ceux qui n'ont pas compris, aucune explication n'est possible.

Signé,

David R. Kamerschen

Professeur d'économie. A méditer...
